

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, December 10, 1985

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture, Fisheries and Forestry met this day at 11 a.m. to examine all aspects of the marketing of fish in Canada, and all implications thereof.

Senator Jack Marshall (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we are all pleased to have with us today Senator Kirby to discuss his work on the Kirby task force report. However, before we hear from Senator Kirby, I would like to give you a few of the highlights of his distinguished career.

Senator Kirby was the principal assistant to the Premier of Nova Scotia from 1970 to 1973. He was also a professor in the Dalhousie School of Business Administration and Public Policy and has published 40 professional papers. From 1974 to 1976 Senator Kirby was assistant principal secretary to the Prime Minister and from 1977 to 1980, he was the president of the Institute for Research on Public Policy. From 1980 to 1982, he was secretary to the cabinet for federal-provincial relations. Concurrently, he was deputy clerk of the Privy Council and was actively involved in the patriation of the Constitution. He was also the senior corporate vice-president of CN, and chairman of the Task Force on Atlantic Fisheries.

We welcome you, Senator Kirby. If you have a brief to read, we would be pleased to hear it, or, if you have some comments to make before we ask questions, I would ask you to proceed at this time.

Senator Michael Kirby, Chairman, Task Force on Atlantic Fisheries: Thank you, Mr. Chairman and honourable colleagues. I will not take you through in any particular detail the so-called Kirby task force report, except to draw your attention to the fact that chapters 6 and 17 of that report summarize the studies that we did on the marketing problem of Atlantic groundfish. In particular, I would like to draw your attention to the fact that chapter 6 is probably the most thorough study of the export market for Canadian groundfish that has ever been done, and I think that the industry agrees with that judgment. I do not wish to go into the facts in that chapter, except to draw your attention to the fact that they are there.

What I would like to do is take a couple of minutes to summarize what it seems to me is the central public policy issue that governments need to deal with in the whole marketing issue. By way of background, I should, I think, make the observation that one of the problems with the fishery is that, for years, it has been the kind of industry in which everyone has a very simple solution to what is a complex problem. I remember that a former MP used to say to anyone who would listen that the whole problem with the fishery is marketing. Similarly, however, you can find people who would say that the whole problem is the way quotas are allocated; the whole problem is the big companies, et cetera. The fishery has been an industry in which simplistic solutions to complex problems

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 10 décembre 1985

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture, des pêches et des forêts se réunit aujourd'hui à 11 heures pour étudier la commercialisation du poisson au Canada dans tous ses aspects et répercussions.

Le sénateur Jack Marshall préside la séance.

Le président: Honorables sénateurs, nous avons le plaisir de recevoir ce matin le sénateur Kirby qui nous parlera du Rapport du groupe d'étude Kirby. Avant d'entendre le sénateur Kirby, j'aimerais vous résumer les faits saillants de sa carrière distinguée.

Le sénateur Kirby a été l'adjoint principal du premier ministre de Nouvelle-Écosse de 1970 à 1973. Il a aussi été professeur au School of Business Administration and Public Policy de Dalhousie et il a publié plus de 40 articles professionnels. De 1974 à 1976, le sénateur Kirby a été l'adjoint du premier secrétaire du Premier ministre et de 1977 à 1980, il fut président de l'Institut de recherche sur la politique publique. De 1980 à 1982, il a été secrétaire du Cabinet pour les relations fédérales-provinciales. En même temps, il cumulait le poste de greffier adjoint du Conseil privé et il était activement engagé dans les activités de rapatriement de la Constitution. Il fut aussi vice-président corporatif principal du CN et président du Groupe d'étude sur les pêches de l'Atlantique.

Sénateur Kirby, nous vous souhaitons la bienvenue. Si vous avez un mémoire à lire, nous aurions grand plaisir à l'entendre ou si vous avez d'autres commentaires à formuler avant que nous ne vous interroguions, je vous prierais de procéder.

Le sénateur Michael Kirby, président, Groupe d'étude sur les pêches de l'Atlantique: Monsieur le président et honorables collègues, je vous remercie. Je ne vous encomberrai pas de détails particuliers au sujet du Rapport du groupe d'étude Kirby, sauf pour attirer votre attention sur les chapitres 6 et 17 qui résument les études que nous avons faites sur le problème de la commercialisation des poissons de fond de l'Atlantique. Plus particulièrement, j'aimerais attirer votre attention sur le chapitre 6 qui contient probablement l'étude la plus approfondie du marché d'exportation des poissons de fond canadiens jamais réalisée jusqu'à ce jour, et je crois que l'industrie s'entend là-dessus. Je ne souhaite pas entrer dans les détails du chapitre, me contentant de vous signaler que tous les détails y sont.

En revanche, j'aimerais prendre quelques minutes pour résumer ce qui me paraît être la question centrale de la politique publique que les gouvernements doivent aborder dans le cadre de la question plus globale de la mise au marché. Je me permets de rappeler à titre de référence, que l'un des problèmes de pêcheries, et cela depuis des années, est qu'il s'agit d'une de ces industries pour laquelle tout le monde a une solution très simple à proposer pour un problème complexe. Je me souviens d'un ex-député qui disait à qui voulait entendre, que le problème des pêcheries, c'était la mise en marché. De la même manière, on trouve des gens qui sont prêts à dire que tout le problème tient à la façon dont on répartit les quotas; tout le problème est lié aux grosses compagnies, etc. Les pêcheries